

Mai 1936, le Front populaire et Gardanne

Supplément à Energies 257 du douze juin deux mille six

samedi 24 juin 2006, par [Bruno](#)

[Extrait du dossier 1936, le printemps des possibles](#)

Il y a soixante-dix ans, les Français amenaient au pouvoir une majorité composée des communistes, des socialistes et des radicaux dans ce qu'on appelait le Front populaire. Celui-ci réalisa, au terme de plusieurs semaines de grèves monstres, des réformes d'une ampleur inconnue jusqu'alors :deux semaines de congés payés,les quarante heures hebdomadaires, les conventions collectives, la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, la création d'un office du blé, la réforme de la Banque de France... Commune ouvrière et militante, Gardanne a vécu pleinement ces heures exaltantes.

« 1936 ? C'était l'époque de Léon Blum. Tout le monde était fou de joie. Je travaillais au bar Forbin, il y avait beaucoup de mineurs, d'ouvriers, le maire Victor Savine était aussi notre client. Au bar, quand la police venait pour demander si on connaissait untel, on disait qu'on ne connaissait personne ! On ne voulait pas trahir les clients ».Virginie a 25 ans en 1936. Elle vient de Fuveau où elle aidait sa mère au comptoir de la boulangerie. « On était tous parents, plus familiers que maintenant ».

Des témoins de 1936, il y en a encore, heureusement. Mais ceux qui étaient adultes à l'époque sont déjà moins nombreux. Esther avait 17 ans : *« On habitait au carreau de la mine, à Biver. On était installé à cent mètres du puits, les femmes apportaient à manger, elles faisaient plus de bruit que les hommes. On ne pouvait pas partir en vacances, mon père était malade ».*

Elda n'avait que 13 ans. Elle est née en France, où ses parents, italiens, sont arrivés en 1921. Son père est d'abord mineur au puits Biver, puis il ouvre en 1935 le bar Nannini, qui a existé sous ce nom jusqu'en 1985 (aujourd'hui, bar Germinal, près du puits Gérard). *« J'ai fréquenté les écoles de Biver jusqu'à 13 ans, au certificat d'études. A l'époque, elles étaient tenues par des soeurs (devenues publiques en 1946 avec la nationalisation des Houillères). Ma mère était toscane, et si elle parlait bien le français, il lui arrivait de finir ses phrases en italien. A Biver, il y avait beaucoup d'Italiens, de Polonais, des Arméniens, des Espagnols, surtout après la guerre d'Espagne, et avec la débâcle de 1940, on a vu arriver des gens du Nord, des Belges. Biver était plus petit que maintenant, bien sûr, mais il y avait beaucoup plus de commerces, des boulangeries, des boucheries, des épiceries, un cordonnier, un marchand de tissu, des coiffeurs... On allait au marché à Gardanne le mercredi, le vendredi et le dimanche. Les étrangers s'entendaient bien, il n'y avait pas de problème ».*

1936. Il faut s'imaginer Gardanne il y a soixante-dix ans. Ce n'est plus le gros village paysan du dix-neuvième siècle. L'industrialisation est passée par là. La mine et dans une moindre mesure l'usine d'alumine se sont développées depuis une cinquantaine d'années. La population a plus que doublé depuis le début du siècle, passant de 3500 à 7200 habitants.

Hasard du calendrier ? Quelques semaines avant les élections législatives qui vont faire basculer le

pays, un recensement de la population est réalisé. Gardanne compte alors 7279 habitants, dont 3115 étrangers (43% du total). Le centre-ville regroupe 4130 habitants dans 812 maisons, mais à trois kilomètres, la cité Biver est devenue un village avec ses 1828 habitants, dont 1222 ne sont pas nés en France. Italiens, Arméniens, Polonais, Espagnols, mais aussi Tchèques, Portugais, Yougoslaves et Allemands sont venus y trouver du travail. Ils ont quitté Dubrovka (Tchécoslovaquie), Cespolve (Pologne), Lugano (Suisse), Constantinople (Turquie), Cunéo (Italie) ou Albacete (Espagne) et ils se prénomment Siranouch, Assadour, Josef, Cipriano, Klara, Bronislaw, Mario ou Orsola. C'est désormais là qu'ils vont vivre, élever leurs enfants et y être enterrés. Les Houillères ont fait construire quelques années plus tôt (1925-1926) une église et deux écoles. L'électricité arrive en 1932.

Une étude sur les embauchés de l'année 1929 à l'usine d'alumine montre que sur 222 salariés, il y a 35% d'Italiens, 24% de Français, 18% de Tchèques (en fait, Europe centrale), 14% d'Arméniens, 3% de Grecs, 2% d'Espagnols. Les Arméniens fuyant le génocide sont arrivés à Gardanne en deux vagues : en 1924, en provenance de Sivas et passés par camp de regroupement Oddo à Marseille et en 1927-28 en provenance de Kharpout. [1]

Barberina avait 19 ans en 1936. Elle se trouvait à Simiane, placée comme bonne chez un docteur. Auparavant, elle travaillait à Aix dans une usine d'ampoules. Elle est née en Italie, en Sardaigne, est arrivée en France à 3 ans, à Verdun, où son père est embauché dans une mine de fer. *« J'ai fait ma première communion à Biver, j'allais à l'école des soeurs. Plus tard, mon oncle m'a donné des sous, et avec j'ai pu ouvrir un magasin d'alimentation »*. Pour autant, les années trente sont difficiles : la crise économique qui frappe la France à la suite du krach boursier d'octobre 1929 fait exploser les chiffres du chômage, les femmes et les étrangers sont licenciés.

Le 2 février 1936, les organisations adhérentes au rassemblement populaire protestent contre les expulsions abusives d'étrangers, et notamment le militant communiste italien Danilo Manucci, reconduit à la frontière et livré à la police mussolinienne. Le maire de Gardanne, Victor Savine est à la tribune, avec des représentants de la SFIO, du Parti communiste et de la ligue des droits de l'homme : *« Les citoyens et les travailleurs de Gardanne demandent que le gouvernement de la République rapporte les arrêtés d'expulsion pris sur de fausses indications. Bon nombre de ces arrêtés frappent de bons militants syndicalistes, communistes, socialistes, simples républicains, tous imbus de principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Descendant des géants de 89, 48, 71, les citoyens présents déclarent avec fermeté faire revivre la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. »* Tous se séparent en criant bien haut : *« Tout pour la liberté, la justice, le pain, le bien-être ! A bas le fascisme et sa dictature ! En avant toujours avec le Front populaire »*. [2]

Grèves courtes mais efficaces à Biver et à l'usine d'alumine

Le Front populaire. Après des années de dissension, les principaux partis de gauche se sont réconciliés. Le mouvement syndical aussi : la CGT et la CGTU fusionnent à Gardanne le 27 octobre 1935, après une marche de la faim entre Aubagne et Marseille six mois plus tôt. [3] Dès lors, une victoire à la Chambre des députés, qui doit être renouvelée en mai, semble à portée de main. D'autant que la gauche a conquis de nombreuses villes lors des municipales de 1935.

Le 23 avril, le candidat socialiste Félix Guin arrive sans problème en tête, mais la progression du candidat communiste est spectaculaire : dans la première circonscription d'Aix (celle où se trouve Gardanne), Yves Moustier obtient près de 30% des voix, six fois plus qu'en 1932 ! Grâce aux accords de désistement, le second tour n'est qu'une formalité pour Félix Guin, qui obtient à Gardanne près de 80% des voix. Le second tour de scrutin a consacré le triomphe du Front populaire, titre en une le Petit Provençal du 4 mai 1936. Léon Blum se rend à Marseille le 15 mai à la salle Wagram et affirme à la foule : *« Le pays veut que ça change, soyez persuadés que ça changera ! Il faut extraire du*

régime tout ce qu'il peut contenir de bien-être et de justice sociale pour ceux qui travaillent. »

Ceux qui travaillent, justement, amplifient la victoire et mettent presque aussitôt la pression sur le nouveau parlement et sur le gouvernement composé de socialistes et de radicaux. Les grèves commencent en région parisienne, dans les usines d'aviation, et se généralisent dans tout le pays en mai et juin. Le Petit Provençal parle d'abord de « grève des bras croisés », puis de « grève sur place » et enfin de « grève sur le tas ».

A Gardanne, le 10 juin, 500 ouvriers de l'usine d'alumine occupent les lieux jusqu'au 14 juin. Dans son livre consacré à l'histoire de Pechiney, Philippe Mioche raconte ces journées de lutte. Le 9 juin, les ouvriers réunis en mairie décident grève pour le lendemain. Le 13, le directeur porte plainte pour l'occupation des locaux. Le 12, 20 ouvriers s'installent dans le bureau du directeur. Le ton monte, des noms d'oiseau volent. Le 13 à 23h, un accord est finalement signé. Le directeur R. Mignon félicite les ouvriers du calme dont ils ont fait preuve durant la grève.

Mais un rapport de la sûreté nationale du 16 juin note que « *la direction a toujours empêché les ouvriers de former un syndicat. Depuis la grève de 1920, le syndicat n'existe plus et les dirigeants avaient été renvoyés impitoyablement. Parmi la population de Gardanne et d'après des renseignements dignes de foi, cette usine passe pour être un bagne, où le rendement est poussé à l'extrême pour des salaires de famine* ». [4]

Ce rapport sorti de la plume d'un fonctionnaire zélé est transmis au ministère de l'intérieur où vient de s'installer Roger Salengro, qui se suicidera en novembre à la suite d'une campagne de presse calomnieuse. Les ouvriers de l'usine d'alumine sont suivis par les mineurs de Biver (le 15), de Meyreuil (le 16) et les ouvriers de la cimenterie Lafarge à Valdonne (le 19). Le 5 juin, Le Petit Provençal relate une réunion du comité régional des mineurs, à Gardanne : « *Les pouvoirs publics doivent faire disparaître la grande misère des mineurs qui n'ont d'autre ressource que leur salaire gagné dans les soussols à des profondeurs qui varient entre 600 et 800 mètres. Ils sont résolus à mourir en combattant, si on ne leur permet pas de vivre en travaillant. La corporation ne produit annuellement que les deux tiers de la consommation nécessaire en France, alors que les corporants continuent à chômer dans les Bouches-du-Rhône deux, trois jours par semaine avec l'angoissante perspective de la fermeture de nouveaux puits* ».

Le 9 juin, une délégation de mineurs, accompagnée par le député Félix Gouin et le maire Victor Savine, est reçue par le préfet Paul Souchier. Ils partent à Paris rencontrer le nouveau Président du conseil (le premier ministre) Léon Blum. « *M. Gouin a fait remarquer qu'il entrerait par Marseille 20 000 tonnes de charbon de plus que le chiffre autorisé par le ministre. C'est l'équivalent de 114 journées de travail par ouvrier et par an dans le bassin minier* ». A la mine, les grèves sont courtes, les négociations suite aux Accords Matignon aboutissent rapidement. Les hausses de salaires vont de 10% (pour les piqueurs, qui passent de 34,94 F à 38,74 F par jour) à 33% pour les femmes du criblage (de 14,51 à 19,40 F par jour). [5]

Le 21 juin, le dirigeant communiste Maurice Thorez fait un meeting au Saint-Roch, juste à côté du chantier de ce qui deviendra la Maison du peuple. Le PCF ne participe pas au gouvernement du Front populaire, mais il le soutient.

A Marseille, c'est en juin que les mouvements sont le plus étendus. Josette, 16 ans en 1936, y était : « *J'habitais à Marseille, rue Félix-Pyat, le quartier des gangsters. Je travaillais dans une usine de dattes au boulevard National, on avait fait deux jours de grève. On a obtenu des choses, des meilleurs salaires. Les congés ? Je ne suis pas partie, j'étais trop pauvre pour ça.* » Le père de Simone, 15 ans, travaillait à l'usine d'alumine (qui ne s'appelait pas encore Pechiney) : « *Tout le monde parlait du Front populaire. Mon père travaillait à l'usine d'alumine, où il y avait une grosse*

grève. Il est mort l'année suivante, il est tombé dans un bac de soude. Je suis entrée à l'usine après sa mort, au laboratoire. Sa mort m'a bouleversée toute ma vie. »

L'impact de la nouvelle loi sur les 40 heures se fait sentir, puisque la semaine de travail, qui comptait généralement 48 h passe de six à cinq jours. Comme l'usine d'alumine ne nécessite pas de compétences particulières, 271 embauches nouvelles ont lieu en 1937. Mais le 16 mars, le personnel de production non posté se met en grève pour protester contre la modification de la répartition hebdomadaire du travail et la suppression de la semaine anglaise (sur 5 jours) : la direction renonce. Pas pour longtemps : en mars 1938, une nouvelle répartition est décidée : 7 h 12 du lundi au vendredi et 4 h le samedi matin. L'usine est en grève le 3 mars, des grévistes sont licenciés, les gardes mobiles font évacuer. Le conflit dure jusqu'au 7 avril. L'usine réouvre le 11 mai avant un retour à la normale en septembre. Les conflits reprennent et pourrissent à l'automne. Selon Philippe Mioche, *« le mouvement patronal et la direction générale du groupe ont atteint leurs objectifs mais d'une certaine façon, la direction de l'usine a été dépassée par les événements »*.

Un courrier de Léo Lagrange à propos du stade Savine

A l'étranger, la guerre d'Espagne fait rage. Les Brigades internationales regroupent les hommes et les femmes prêts à se battre pour défendre la république espagnole et, au-delà, la démocratie. Selon Gérard Pio, quatre Gardannais perdent la vie en Espagne au sein des Brigades internationales : Giovanni Moretti et Antonio Miguel (le 23 novembre 1936), Pierre Allietta (le 5 janvier 1937) et Giuseppe Tamagno (le 11 février 1937). La non-intervention officielle de la France, sous la pression du gouvernement non-interventionniste britannique, est un des échecs les plus cuisants du Front populaire.

Après la vague de grèves du printemps, la vie reprend son cours à Gardanne. De nombreux arrêtés concernent des aides données aux femmes en couches, aux familles nombreuses et aux vieillards : à l'époque, l'Etat providence n'existe pas. Il faudra attendre la Libération pour que soient mis en place la sécurité sociale et un vrai régime de retraites, que le Front populaire n'a pu instaurer.

En octobre les élus examinent le projet de construction d'une école maternelle supplémentaire au centre-ville, et se prononcent contre le fonctionnement d'une classe géminée (mixte) à l'école de filles : *« Considérant l'effort moral que peut susciter auprès d'une population laborieuse comme la nôtre le fonctionnement d'une classe géminée, si on la maintenait, beaucoup de parents d'élèves retireraient ces derniers de l'école publique et viendraient favoriser les bancs des écoles privées »*.

Plus amusant, il est aussi question d'une indemnité au sonneur de cloches, *« souvent mis à contribution pour sonner le tocsin, particulièrement à la saison d'été lors des feux de forêt, ce qui occasionne à cet ouvrier une perte de temps appréciable »*. Le sonneur de l'époque s'appelle Jean Girardo et obtient une indemnité de cent francs par an. On découvre aussi que les festivités liées à la victoire ont engendré des frais imprévus : *« à l'occasion de la fête du travail, le 1^{er} mai 1936 [entre les deux tours, ndlr] a été organisée une fête ainsi que pour l'anniversaire de la République le 4 septembre 1936 : 715 F pour les frais d'orchestre »*.

Outre la Maison du peuple, dont les travaux ont enfin commencé, la Ville a sous le coude un nouveau stade (celui qui portera le nom de Victor Savine). Un projet qui date de 1930 et qui a pris du retard : le 28 novembre 1936, le sous-secrétaire d'Etat à l'organisation des loisirs et des sports écrit au préfet afin que le projet soit remanié pour tenir compte des observations relevées par l'architecte Castel. C'est la salle de gymnastique qui fera les frais de cette réduction budgétaire. Il est amusant de constater que le gymnase qui sera construit près du stade en 1994 portera le nom du sous-secrétaire d'Etat en question : Léo Lagrange. En 1937 est voté le financement d'un monument à la mémoire de Roger Salengro (250 francs).

A la séance du 30 juin 1936, le conseil municipal vote une subvention à la société des Amis de l'instruction laïque pour le séjour d'une quarantaine d'enfants à la montagne : « *cette oeuvre a pour but de procurer aux enfants du peuple un séjour d'un mois, de l'air pur et une nourriture saine* ». [6] Grâce aux nouvelles lois, les salariés auront bientôt droit eux aussi à cette indispensable pause estivale, même si elle ne compte que deux semaines. Léo avait 19 ans cet été-là. « *Je travaillais dans les carrières de pierre à Pourrières, dans le Var. C'est les plus beaux moments de mon existence, ce soulèvement des foules... Les patrons faisaient triste mine, ils disaient qu'ils ne pouvaient pas payer plus. Mensonges ! On a doublé les salaires, on a eu douze jours de congé. On allait à la mer qu'on n'avait jamais vue. On partait en vélo, en fourgonnette, on s'abritait sous une petite toile* ».

Maurice travaillait à la Souterraine (Creuse) pour la compagnie de chemin de fer Paris-Orléans. Il avait 23 ans. « *Pour les congés de 36, je suis allé à la mer à Royan, par le train. Beaucoup de monde y allait aussi. En région parisienne, c'était plus impressionnant encore, un véritable exode au départ des trains. Les chantiers traînaient en longueur car il y avait moins d'heures de travail. Enfin, moi, j'en avais autant qu'avant, j'en ramenaient à la maison. L'année d'après, j'ai été intégré à la SNCF comme agent d'exploitation. C'est grâce au Front populaire qu'on a eu toutes ces avancées sociales. Il en reste encore quelque chose aujourd'hui* ».

Pourtant, tout le monde ne l'a pas vécu de la même manière : « *J'habitais à Lille, où il y avait des manifs monstres, du monde partout, raconte Henri, qui avait 18 ans. J'étais typographe depuis l'âge de 13 ans. Ma famille était catholique, et on boudait le Front populaire, ce que je regrette encore aujourd'hui* ».

La Résistance et la Libération reprennent l'héritage

Cette prodigieuse embellie au coeur des sinistres années trente n'allait pas durer longtemps. Chez la plupart des témoins de l'époque, le souvenir du Front populaire est indissociable de ce qui suivra : la guerre, l'occupation et la Libération, le tout en moins de dix ans. Estelle anime un atelier de coiffure au foyer Notre Oustau. Elle avait onze ans en mai 1936. « *J'habitais à Vénissieux, où il y avait les usines Berliet, Usines du Rhône (Rhône-Poulenc), St Gobain. Je me souviens des grèves, les ouvriers étaient très motivés et très solidaires. Il n'y en aura plus comme ça, c'est terminé. Aujourd'hui, les gens sont trop personnels, il n'y a plus cette solidarité. Même en mai 68 ce n'était pas ça. Je me souviens des ouvriers qui étaient chargés par les gardes à cheval devant l'usine quand je revenais de l'école. Les chevaux me faisaient peur. Il y a eu des réformes des assurances sociales, on avait eu droit à 25 F par mois d'allocations familiales parce que nous étions 4 enfants. Ma soeur avait 31 ans. Avec les congés payés, elle et son mari ont acheté une bicyclette chacun pour partir en vacances sur les routes, pas bien loin. Mais c'était formidable.*

A l'école de filles, les institutrices n'étaient pas en grève. On ne parlait pas vraiment du front populaire, mais quand on a accueilli des réfugiés espagnols, elles nous ont parlé de la guerre d'Espagne. J'ai passé mon certificat d'études à 11 ans et demi, et j'ai fait deux ans de cours supérieur, j'ai appris un peu d'anglais. On était 42 élèves dans la classe. Comme j'étais très bonne, on voulait me faire faire l'Ecole normale, mais moi je voulais être coiffeuse !

On envoyait aussi les enfants à la montagne pendant l'été, dans des familles d'accueil pendant un mois. Pendant la guerre, après la mort de mes parents (en 41), je suis allée chez ma soeur faire la boulangère, puis j'ai débuté comme ouvrière dans un salon de coiffure. En 44, le salon a été bombardé par les Américains, quelques semaines avant le débarquement. J'ai été blessée à la jambe. »

Estelle raconte aussi comment elle a transporté, au nez et à la barbe des soldats allemands (et sans le savoir), deux grosses valises chargées de mitraillettes... Son récit n'est pas anecdotique.

Agonisant pendant que la guerre se préparait, le Front populaire s'est en quelque sorte réincarné dans la Résistance. C'est son esprit, pétri de justice sociale et de courage politique, qui a animé le

gouvernement provisoire issu de la Libération, alors que le pays, exsangue, était à reconstruire. C'est en ce sens, aussi, que le Front populaire reste une leçon d'histoire qui éclaire l'avenir.

Notes

[1] Philippe Mioche, L'alumine à Gardanne, une traversée industrielle en Provence.

[2] Gérard Pio, Mines et mineurs de Provence.

[3] Xavier Daumalin, Gueules noires de Provence.

[4] Philippe Mioche, L'alumine à Gardanne, une traversée industrielle en Provence.

[5] Gérard Pio, Mines et mineurs de Provence.

[6] Archives municipales.